



**HAL**  
open science

## L'affaire Maurice Cathala (1958). Autopsie d'un assassinat politique à l'aube de la Ve République

Bryan Muller

► **To cite this version:**

Bryan Muller. L'affaire Maurice Cathala (1958). Autopsie d'un assassinat politique à l'aube de la Ve République. Cahier d'Histoire Immédiate, 2018, Lectures de la Révolution cubaine dans l'espace atlantique, 49. hal-01872094

**HAL Id: hal-01872094**

**<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-01872094>**

Submitted on 25 Sep 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

# **L'affaire Maurice Cathala (1958). Autopsie d'un assassinat politique à l'aube de la V<sup>e</sup> République**

Muller Bryan

Alors que la IV<sup>e</sup> République est tourmentée par une série de crises, la guerre d'Algérie provoque des remous sans précédent. Les conscrits sont appelés en avril 1957, la police manifeste dans les rues l'année suivante et demande le retour du général de Gaulle puis, le 13 mai 1958, l'armée se rebelle à Alger et forme le Comité de Salut Public<sup>1</sup>. Il lance un appel à la formation d'un gouvernement dirigé par le général de Gaulle. Terrifiés pour les uns, galvanisés pour les autres, les partis politiques réagissent et entrent en conflits. Bagarres de rues et attentats s'enchaînent. Lucien Neuwirth, fervent gaulliste, dresse un portrait de la situation :

Après la mise en sommeil du RPF, nous avons créé les Républicains sociaux. S'y retrouvaient des personnalités politiques comme Michel Debré, Edmond Michelet ou Roger Frey. Des jeunes aussi comme Guy Ribaudeau. Et surtout quelqu'un qui allait jouer un rôle capital par la suite, Léon Delbecque. Les Républicains sociaux avaient tout d'un groupuscule, mais enfin, cette structure nous permettait de survivre. Survivre, il le fallait, parce qu'au fur et à mesure des développements tragiques de l'affaire algérienne, nous sentions que là-bas, tout allait exploser. [...] L'Algérie, c'était une chaudière [...]. La IV<sup>e</sup> République était incapable de résoudre les grands problèmes et notamment ce drame colonial. Tout laissait à penser que la nation allait s'effondrer. De Gaulle était la seule personnalité capable d'empêcher cela.<sup>2</sup>

Sur le point de s'effondrer, le régime ne peut qu'accorder au général de Gaulle le pouvoir. Le 1<sup>er</sup> juin, il est élu président du conseil de la IV<sup>e</sup> République – le dernier. En effet, l'un de ses premiers actes est de proposer une nouvelle constitution dont il propose l'approbation par référendum. Officiellement lancée le 6 septembre 1958, la campagne pour le référendum voit une explosion de la violence militante<sup>3</sup>. Les bagarres, menaces de mort, attentats et autres conflits entre partisans du « oui » et du « non » s'enchaînent depuis le 13 mai et connaissent leur paroxysme en septembre. Le Midi toulousain<sup>4</sup> ne fait pas exception, et la ville de Toulouse assiste à des combats quotidiens depuis trois mois. C'est dans ce contexte d'extrêmes tensions qu'un jeune militant gaulliste, Maurice Cathala, est assassiné par des militants communistes alors qu'il placardait des affiches en faveur du « oui » au référendum. Dans cet article, nous allons voir le déroulement des événements et leurs conséquences directes sur la situation politique locale, avant de nous concentrer sur les raisons qui ont pu pousser au meurtre – le seul de la campagne référendaire.

---

1 BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle. II. 1930-1958*, Perrin, Coll. « Tempus », 2009, p. 667.

2 *Le Figaro Magazine*, 5 avril 1998, Entretien de Lucien Neuwirth avec Rémi Kauffer.

3 Jean Llante signale au préfet que ses militants (communistes) sont agressés par les gaullistes et ses affiches systématiquement lacérées après une attaque. Archives du Parti Communiste Français de Haute-Garonne (APCF31), conservées dans les bâtiments de la Librairie de la Renaissance, Carton A6, Lettre du député de la Haute-Garonne Jean Llante au préfet de la Haute-Garonne écrite le 8 septembre 1958.

4 Le Midi, ou Midi toulousain, se compose des départements sous contrôle du conseil interdépartemental de Toulouse (sorte de région Midi-Pyrénées avant l'heure), c'est-à-dire de l'Ariège, l'Aude, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne.

## Le déroulement des événements

### *Une bataille nocturne*<sup>5</sup>

26 septembre 1958. Il est deux heures du matin lorsque des militants communistes, qui se trouvaient au siège du parti (rue Pargaminières) suite à une réunion au Palais des Sports, apprennent que des gaullistes placardent des affiches aux alentours des facultés de droit et de lettres. Trois véhicules chargés d'une douzaine d'hommes se rendent immédiatement sur les lieux. Louis Richon, 37 ans, responsable du SO communiste, emmène dans sa Frégate noire quatre individus en empruntant une autre route. Tous sont armés de matraques, cocktails molotov, barres de fer et armes à feu. Arrivés rapidement sur place, les trois premiers véhicules déposent des hommes qui attaquent « sans avoir été provoqués »<sup>6</sup>. Rue Albert Lautmann, une trentaine de militants de la Convention Républicaine<sup>7</sup> placardent des affiches appelant à soutenir le général de Gaulle et à voter « oui » au référendum. Officiellement sans armes, des témoins signalent pourtant qu'il y a eu échange de coups de feu, ce qui laisse penser qu'une poignée de gaullistes était armée de revolvers<sup>8</sup>. Toutefois, la grande majorité d'entre eux, ne s'attendant pas à être attaqués vu le nombre de militants présents, est démunie face à des ennemis armés et déterminés. Les affrontements sont rudes. Une dizaine de gaullistes, voyant les armes, n'engagent pas le combat et fuient vers la place du Capitole aux cris de « les cosaques arrivent ! »<sup>9</sup>. Les autres sont rapidement dépassés par la situation. Les communistes jettent des cocktails molotovs sur les véhicules de leurs adversaires entre deux coups de matraques.

Maurice Cathala, frère cadet du futur député René Cathala, tente de préserver l'automobile de ses parents, une Juvaquatre, en voulant la garer place Anatole France. Le but étant de retourner ensuite combattre aux côtés des militants encore aux prises avec le PCF. Il manœuvre sa fourgonnette, mais se heurte cent mètres plus loin à la Frégate conduite par Richon. Ce dernier, qui arrivait de la rue Delville, tire immédiatement sur le véhicule. Selon l'unité balistique de la police, au moins deux autres passagers auraient tiré, l'un d'eux étant même sorti du véhicule pour s'approcher du jeune homme avant de tirer<sup>10</sup>. Résultat : Maurice Cathala meurt lors de son transport à l'hôpital de quatre balles dans le corps – l'une d'elle a perforé les poumons. Parallèlement, les derniers militants

5 Hormis les articles de presse, les informations utilisées pour relater les affrontements de ce jour sont issues de l'arrêt de la chambre d'accusation n°124 du 20 décembre 1960. Celui-ci dresse un résumé du dossier d'enquête qui est aujourd'hui disparu.

6 Archives Départementales de Haute-Garonne (ADHG) 5971W 106, Arrêt de la chambre d'accusation n°124 du 20 décembre 1960 contre Louis, Gabriel, Jean, Richon.

7 Fondée et dirigée par le toulousain Guy Bedos le 12 juillet 1958, la Convention Républicaine est un rassemblement de jeunes soutenant le général de Gaulle et l'Algérie française.

8 Les témoins furent tous surpris qu'il n'y eut « qu'un mort » et aucun blessé par balles alors qu'une soixantaine de douilles au moins furent retrouvées sur place. Le nombre de douilles est relevé par l'arrêt de la chambre d'accusation n°124 du 20 décembre 1960 et la surprise qu'il n'y ai pas eu plus de victimes par les témoins interrogés.

9 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

10 *La Dépêche du Midi*, 4 octobre 1958.

gaullistes prennent la fuite en emportant leurs blessés. Les communistes, apprenant l'assassinat de Cathala, paniquent et s'enfuient à leur tour. C'est la débandade : les communistes retournent instinctivement vers le siège du PCF, tandis que les gaullistes fuient dans toutes les directions.

Du fait de l'effet de surprise et l'équipement utilisé, les communistes ne dénombrent aucune victime. Côté gaulliste, plusieurs sont blessés en tombant sous les coups de matraques et de barres de fer, tandis que le jeune Cathala succombe à ses blessures. La police tente d'éclaircir l'affaire et appréhende neuf militants<sup>11</sup>. Cinq reconnaissent avoir participé à « la bagarre de la rue Albert-Lautmann » mais réfutent toute implication dans l'assassinat. Ils accusent les passagers du véhicule d'être tous sortis pour abattre le jeune homme. Selon la chambre d'accusation, les passagers du véhicule pourraient être Claverie, Maurin, Lendrin et Cammas. Mais faute de preuves, et devant les multiples contradictions des témoignages fournis par les suspects, le tribunal décide de les relaxer. Louis Richon est quant à lui condamné à mort par contumace le 2 février 1961. En cavale, il serait parvenu à utiliser les réseaux clandestins du parti pour rejoindre Prague en passant par l'Italie<sup>12</sup>. Sa famille, placée sous surveillance, parvient tout de même à user des mêmes réseaux quelques années plus tard pour s'installer avec lui à Prague. Officiellement, cet ancien résistant et militaire de carrière, décrit comme « un bon père de famille », est l'assassin de Maurice Cathala. Néanmoins, les communistes contemporains sont loin d'adhérer à cette hypothèse. Si l'un des leurs est bien coupable, ce ne serait pas le responsable du SO. Ce dernier n'aurait jamais possédé de 11 mm, calibre de la balle qui a provoqué la mort, mais un 9 mm<sup>13</sup>. Rue Pargaminières, on estime que le véritable coupable était vraisemblablement un ancien professeur de judo devenu plus tard criminel. Il habitait à Saint-Michel, possédait un revolver calibre 11,47 et était présent dans la « Frégate »<sup>14</sup>. Richon l'aurait couvert par sentiment de culpabilité ou de devoir (un chef doit couvrir ses hommes).

### *Maurice Cathala, nouvel étendard de l'anticommunisme ?*

Que Louis Richon soit le véritable assassin ou non, il n'en reste pas moins aux yeux de la population comme le véritable coupable. Le PCF, peu apprécié et considéré par une frange des Toulousains comme un traître parce qu'il soutient l'indépendance de l'Algérie, perd toute crédibilité auprès de l'opinion<sup>15</sup>. Au fil de l'enquête, la population retient son souffle et conspue les soviétiques.

---

11 D'après l'arrêt de la chambre d'accusation n°124, il s'agit des nommés : Claverie Roger, Henri Maurin, Lendrin, Georges Cammas, Robert Jean-Pierre, Pigeon Jean-Pierre, Istvan, Sisco André, Boudet Raymond.

12 *Le Monde*, 18 décembre 1971.

13 Les témoignages recueillis indiquent que Louis Richon n'utilisait qu'un 9 mm. Or, l'arrêt de la chambre d'accusation – qui résume les informations contenues dans les rapports de police aujourd'hui disparus – précise que Maurice Cathala fut tué par un 11 mm.

14 Témoignages d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse, de Robert Bergeaud, entendu le 23 janvier 2015 à son domicile toulousain, et d'Émile Montfort, entendu le 27 janvier 2015 à son domicile toulousain. Ces deux derniers déclarent seulement avoir entendu la rumeur qui circulait dans le parti sur l'innocence de Richon et la culpabilité d'un des passagers.

15 Les lettres de menaces, affiches et tracts anticommunistes préservés par les archives du parti communiste, plusieurs articles de presse et les différents témoignages recueillis démontrent une impopularité croissante du PCF toulousain

Elle suit le déroulement des investigations<sup>16</sup>. La « Frégate » de Louis Richon est retrouvée le 30 septembre à l'aube à Camarade, près du Mas-d'Azil (Ariège)<sup>17</sup>. Le fugitif n'est pas repéré, ce qui incite la police à croire qu'il s'est caché en Andorre.

Le nommé Jean Richon est toujours activement recherché. D'après certaines informations, il serait en Andorre. [...] Il convient de rappeler [...] que six militants communistes ayant reconnu leur participation à la bagarre entre colleurs d'affiches dans la nuit du 25 au 26 septembre sont actuellement emprisonnés à la Maison d'arrêt de Toulouse. [...] D'après certaines informations, il ne serait pas impossible qu'il [Richon] soit parti se cacher en Andorre. Cette information n'a pu encore être contrôlée par la Police Judiciaire.

A cet égard, il convient de rappeler que M. Robert Barran, ancien capitaine de rugby du stade toulousain et ancien journaliste de la rubrique sportive au journal "Le Patriote", conseiller municipal communiste de Toulouse, résidant actuellement à Paris, a été viguier d'Andorre pendant quelques mois, après la libération.

La police recherche actuellement le propriétaire d'une 4<sup>ème</sup> voiture qui aurait participé à la bagarre entre colleurs d'affiches dans la nuit du meurtre.<sup>18</sup>

En réalité, il n'est même jamais allé en Ariège. Il se serait réfugié chez un militant de Haute-Garonne et aurait attendu que les enquêteurs orientent leurs recherches vers l'Espagne pour se diriger en Italie<sup>19</sup>. Les forces de l'ordre dispersent leurs effectifs pour retrouver le quatrième véhicule, dont elles n'ont pas la certitude qu'il existe – elles l'auront quand il sera découvert. L'enquête a du mal à progresser, et à Toulouse, la tension monte. Une foule immense assiste aux obsèques de Maurice Cathala à la basilique Saint-Sernin, en présence de Jacques Foccart et Léon Delbecq<sup>20</sup>. La presse insiste longuement sur l'émotion qui traverse la ville<sup>21</sup>. L'anticommunisme explose à ce moment. Le parti communiste reçoit à son siège de nombreuses lettres de menaces<sup>22</sup>. Dans la presse gaulliste comme antigauilliste, on peut lire une salve d'attaques anticommunistes. Dans un numéro du *Figaro*, un éditorialiste écrit que « le masque rouge est tombé. On sait désormais où sont les tueurs, les matraqueurs, les nervis. On sait où sont les fascistes. On connaît aussi leur couleur. Ils sont rouges. Comme le sang qu'ils ont sur les mains »<sup>23</sup>. L'AGET rend hommage lors de ses obsèques à la « bravoure » du jeune homme, tandis que son journal *Toulouse Université* dédie sa première page à la mort de Maurice Cathala.

---

à la fin de la IV<sup>e</sup> République.

16 Plusieurs articles sont produits dans les journaux de presse populaires dans la région, dont la fameuse *Dépêche du Midi*, et le témoignage de Jacques Godfrain laisse penser que les Toulousains étaient intéressés par l'enquête. Témoignage de Jacques Godfrain, entendu le 17 février 2015 à la Fondation Charles de Gaulle (Paris).

17 *La Dépêche du Midi*, 30 septembre 1958.

18 ADHG 2221W 153, Note des RG « Agression politique du 26 septembre 1958 » n°1.737 du 7 octobre 1958.

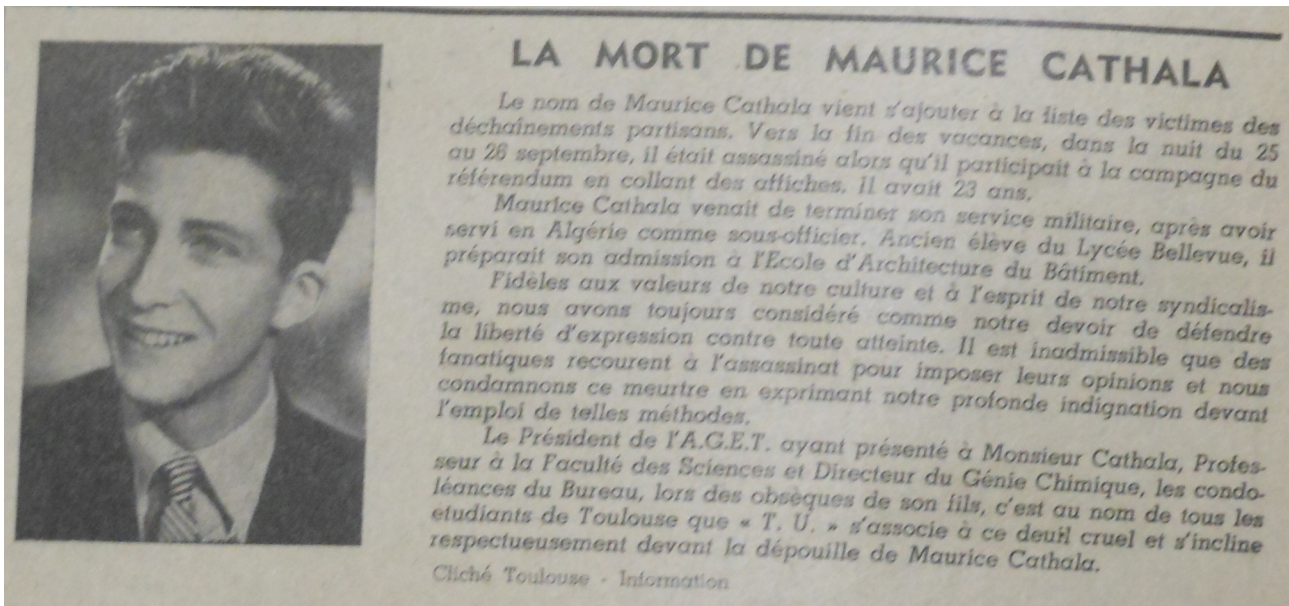
19 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

20 *La Dépêche du Midi*, 30 septembre 1958.

21 Outre les articles de presse, consulter BUFFELAN-LANORE, Jean-Paul, *Le complot du 13 mai 1958 dans le Sud-Ouest*, préface de Louis Périllier,... ; postfaces de M. le général de corps d'armée (CR) Roger Miquel et de M. le professeur Joseph Cathala, Mémoire de DES en Sciences politiques, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1960, 226 p.

22 Les lettres de menaces conservées par les APCF31 sont anonymes. La majorité d'entre elles sont préservées dans le carton A6.

23 *Le Figaro*, 28 septembre 1958.



*La mort de Maurice Cathala<sup>24</sup>*

Partout en ville, tous les sympathisants gaullistes et les indécis se rallient au général de Gaulle. L'anticommunisme y est pour beaucoup, mais il est indéniable que la mort de Maurice Cathala a servi de déclencheur. Jacques Godfrain explique qu'il s'était rallié et menait « sa petite campagne » dans son lycée en dessinant dans les salles de classe des croix de Lorraine après les événements du 13 mai<sup>25</sup>. Il relate le fort ressentiment de la population envers le PCF suite au drame. Les communistes ne parviennent pas à dresser un système de défense pouvant calmer l'opinion. Ils tentent de justifier maladroitement l'assassinat en expliquant qu'il ne s'agit pas en réalité d'une bagarre entre colleurs d'affiches mais d'« une bagarre politique dont on ne peut que regretter qu'elle ait fait une victime » orchestrée par des « fascistes »<sup>26</sup>. Le député de Haute-Garonne Jean Llante avait quant à lui parlé de « règlement de compte entre organisations fascistes »<sup>27</sup>. Une « fuite » policière change rapidement l'argumentaire communiste : le meurtre est commis par préméditation. Les colleurs d'affiches (pro-)gaullistes ont subi publiquement de nombreuses menaces de mort, et l'un des passagers de la Frégate a pris le temps de faire le tour du véhicule pour exécuter la victime. Désormais, la sagesse dicte aux dirigeants communistes d'éviter soigneusement de parler de la bagarre du 26 septembre...

### **Comprendre le meurtre : plusieurs angles d'approches**

Tout d'abord, il faut bien comprendre l'état d'esprit des communistes pour saisir les raisons qui les ont poussé à aller jusqu'au meurtre. La presse et les forces de l'ordre n'apportent pas de réponse à cette question. Le déroulement de l'assassinat nous est connu mais savoir quelles étaient les

<sup>24</sup> *Toulouse Université*, n°25 novembre 1958.

<sup>25</sup> Témoignage de Jacques Godfrain, entendu le 17 février 2015 à la Fondation Charles de Gaulle (Paris).

<sup>26</sup> APCF31, carton A6, Article intitulé « Après la bagarre de la rue Albert-Lautmann. La population toulousaine doit déjouer les provocations et rester unie pour la défense des libertés et de la République », sans signature mais probablement publié vers le 1<sup>er</sup> octobre 1958 (un article de Paris Presse publié le 30 septembre est cité).

<sup>27</sup> *L'Humanité*, 27 septembre 1958.

motivations des uns et des autres ne fut pas la priorité des enquêteurs. Pourtant, les raisons qui ont poussé au crime sont essentielles pour saisir les extrémités qu'étaient prêts à atteindre certains militants pour défendre leurs idéaux.

### *Un héritage des combats de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre Mondiale*

Les techniques de combats utilisées par les militants dans les années Trente et le souvenir de la guerre ont grandement influencé la majorité des gaullistes et des communistes<sup>28</sup>. Le contexte délétère dans lequel se déroule l'action – le retour du général de Gaulle après la menace d'un coup d'État militaire, la peur de l'instauration d'une dictature par le biais du référendum – a dû raviver d'anciennes habitudes issues de l'Occupation. Et surtout, particulièrement à Toulouse dans les contours de l'université d'alors, exclusivement au centre-ville autour de la rue où a lieu le meurtre, les tensions entre l'UNEF et les groupes pro-Algérie française sont très tendues, les échanges de coups de feu sont réguliers le soir à la tombée de la nuit. Cela continuera au delà de 1962. Plus que le souvenir de l'occupation, ce sont l'accumulation de tensions qui sont à mettre en valeur. Après tout, « le Général était redevenu aux yeux des communistes le même adversaire en qui ils voyaient comme en 1947 l'instrument du fascisme et de la réaction. Loin d'être un bouclier contre le fascisme, il leur paraissait de connivence avec les émeutiers d'Alger qu'il téléguidait afin d'établir sa dictature »<sup>29</sup>. Louis Richon, capitaine durant la guerre et militaire de carrière qui fut contraint à la démission à cause de son appartenance au PCF, aurait pu avoir l'impression de revivre des événements similaires à la guerre ? Il s'était rendu avec d'anciens résistants dans la forêt de Bouconne, près de Colomiers, pour y récupérer des armes (utilisées durant la Libération par les FTP) après le 13 mai<sup>30</sup>. Sa voiture ayant été emboutie accidentellement par la Juvaquatre<sup>31</sup>, ne serait-il pas possible que Louis Richon ait subi un traumatisme le poussant à tirer, comme s'il avait eu la conviction d'être attaqué par la Gestapo, la Milice ou l'armée allemande ? Les témoins s'accordent à dire qu'il avait radicalement changé : il se promenait toujours avec une arme sur lui comme nombre d'anciens combattants du parti et était tendu<sup>32</sup>. Il en serait de même pour les passagers de la Frégate, tout comme des autres militants arrivés plus tôt dans les trois véhicules – utilisation de cocktails molotovs et d'armes à feu. L'animosité entre les deux groupes et la présence d'anciens résistants et combattants parmi les gaullistes expliquent aussi pourquoi il y a eu échange de coups de feu.

---

28 AUDIGIER, François, *Histoire des services d'ordre en France, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Riveneuve, Coll. « Violences et radicalités militantes, Paris, 2017, 263 p.

29 LERNER, Henri, *De Gaulle et la gauche*, L'Interdisciplinaire, 1994, p. 135.

30 Témoignage d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse.

31 Bien que la chambre d'accusation ait conclu que Richon l'avait embouti volontairement car il aurait eu le temps de voir Cathala arriver et l'éviter. Cela reste à démontrer.

32 Témoignages d'Émile Montfort, entendu le 27 janvier 2015 à son domicile toulousain, d'Henri Chataignier, entendu le 6 février 2015 à la maison de la citoyenneté de Toulouse, et d'un témoin anonyme.

### « Laver » son honneur

Une autre raison est l'esprit de revanche qui règne parmi les communistes. En effet, la campagne référendaire voit des affrontements quasi-quotidiens entre gaullistes et communistes, surtout aux alentours de la place Anatole France. Les bagarres et poursuites sont particulièrement violentes et « les hommes de l'extrême gauche, moins nombreux que leurs adversaires, ont régulièrement le dessous »<sup>33</sup>. Selon François Audigier, ce sont ces chocs répétés entre SO des deux bords qui mettent les hommes de Richon sur le qui-vive. Leur volonté de laver le déshonneur subi par les défaites successives « incite certains à s'équiper de cocktails molotovs et armes à feu. Et l'honneur ne peut être sauf qu'en rendant l'humiliation subie avec les intérêts »<sup>34</sup>. D'où la dégradation des rapports et la tournure tragique de cette soirée.

### Le « processus d'emballement »

Philippe Braud nous apporte une autre clé de lecture très intéressante : les processus d'emballement<sup>35</sup>. Toute naissance ou aggravation du conflit est due à un événement déclencheur qui révèle des tensions déjà anciennes. La volonté de revanche des communistes comme le désir de venger un « martyr » chez les gaullistes (après le meurtre) ne sont qu'un élément parmi d'autres, au même titre que l'antifascisme des uns et l'anticommunisme des autres<sup>36</sup>. Pour le politologue, il est indéniable que la situation ne peut dégénérer sans raisons profondes inscrites dans le temps. L'opposition entre les deux mouvances remonte à treize années de lutte, voire plus au sein de certains FFI (FTP) et FFL. Par ailleurs, plus on est accoutumé à la violence, plus on est susceptible de l'utiliser<sup>37</sup>. Les circonstances sont là pour en rendre son usage plus favorable<sup>38</sup>. Or, celles-ci sont déjà présentes avec la guerre d'Algérie et les événements du 13 mai, l'ascension du général de Gaulle et les divergences entre partisans et opposants. Le choc entre les deux véhicules semble être l'événement déclencheur qui pousse les passagers, frustrés et surpris, à tirer. Mais il n'y aurait pas eu usage des armes à feu s'ils n'avaient auparavant écopé une série de défaites et la peur de voir un régime dictatorial s'instaurer. Pareillement, le rejet plus important des communistes par la population toulousaine en cette année 1958 est dû aux circonstances du moment et au sentiment de trahison que le meurtre d'un jeune étudiant de 23 ans « a révélé ».

33 *La Dépêche du Midi*, 4 octobre 1958.

34 AUDIGIER, François, *Une contribution à l'histoire du gaullisme militant de la IV<sup>ème</sup> et de la V<sup>ème</sup> République. La violence politique et sa gestion militante. Une étude de cas : l'évolution du service d'ordre gaulliste du RPF à l'UDR (avril 1947-juin 1968). Du modèle militaire au modèle policier*, Mémoire inédit, volume 1, dossier de candidature présenté en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches en histoire contemporaine préparé sous la direction de Bernard Lachaise, 2013.

35 Cette analyse sert à l'origine à expliquer l'entrée en guerre de deux États ou l'éclatement d'une guerre civile. Nous la réadaptions ici aux confrontations militantes. BRAUD, Philippe, *Violences politiques*, Seuil, 2004, p. 82.

36 *Ibidem*, p. 161 et 169.

37 *Ibidem*, p. 131.

38 *Ibidem*, p. 149.



Les travaux de Michel Maffesoli vont dans le sens de ceux de Philippe Braud et complètent ses analyses. Pour le sociologue, « rien n'échappe à l'ambiance d'une époque, pas même ce ou ceux qui croient en être totalement indépendants »<sup>39</sup>. Le contexte particulièrement tendu contribue au passage à l'acte. Mais plus encore que la situation, ce sont les ressentiments et la haine qui poussent les militants à s'entre-déchirer :

Nous avons le point de départ de ce labyrinthe : contrainte, hostilité, animosité, litanie que l'on pourrait poursuivre à l'envi, et que l'on peut résumer par l'expression de violence fondatrice. Toute agrégation sociale, il est bon de le rappeler, commence avec elle. L'autre en lui-même est violence. L'autre me nie, et je dois m'accommoder de cette négation, composer avec elle. [...] Or le conflit est, la plupart du temps, rien moins que rationnel, mais bien plutôt entièrement traversé par l'affect. Ce qui est singulièrement nié ou dénié par la plupart des observateurs sociaux. Dénégation d'autant plus curieuse que l'on sait comment la production d'idées est, le plus souvent, engendrée par la polémique, et qu'en particulier la pensée politique a tendance à se définir pro ou contra ; ce qui a pu faire dire qu'elle se structurerait par "sympathie" (ou antipathie), non par logique.<sup>40</sup>

### *La place des émotions*

Les communistes ressentent une immense frustration face aux nombreuses défaites qu'ils subissent. Humiliés<sup>41</sup>, ils cherchent réparation par un étalage de violence. C'est pourquoi la philosophe Hélène Frappat estime que « la sphère des sentiments » joue un rôle crucial dans le passage à l'acte<sup>42</sup>. L'effet de groupe est également très important. Les sociologues et philosophes sont nombreux à le souligner : Frappat, Maffesoli, Reemtsma, Simmel, Sofsky, Wieworka, etc. Pour ces chercheurs, « le désir du collectif » des militants les poussent à « éprouver avec d'autres des émotions fortes »<sup>43</sup>. Cette action commune galvanise les hommes qui commettent alors plus facilement des actes illicites. Wolfgang Sofsky le démontre également dans son *traité de la violence*. Les hommes se sentent moins coupables lorsqu'ils agissent en groupes. Ils peuvent se convaincre que leurs actes sont moins répréhensibles ou « immoraux » parce qu'ils savent qu'ils ne sont pas les seuls à agir<sup>44</sup>. Georges Simmel résume très bien cet « effet de groupe » dans sa *sociologie et épistémologie* :

L'individu se sent entraîné par "l'ambiance" frémissante de la masse comme par une force qui lui est extérieure, indifférente à son être et à sa volonté individuels. Alors que pourtant cette masse est constituée exclusivement de tels individus.<sup>45</sup>

### *La violence comme manifestation d'une faiblesse*

Un autre élément que Michel Maffesoli met en avant est l'expression de la faiblesse d'une personne ou d'un groupe de personnes par la violence. En effet, le sociologue estime que la

39 MAFFESOLI, Michel, *La transfiguration du politique*, La Table Ronde, 3<sup>e</sup> édition, 2002, p. 139.

40 *Ibidem*, pp. 31-32.

41 AUDIGIER, François, *Une contribution à l'histoire du gaullisme militant de la IV<sup>ème</sup> et de la V<sup>ème</sup> République* [Op. Cit.], p. 303.

42 *La violence*, Textes choisis et présentés par Hélène Frappat, Flammarion, Coll. « Corpus », Paris, 2000, p. 20.

43 MAFFESOLI, Michel, *Essais sur la violence. Banale et fondatrice*, CNRS Éditions, Paris, 2009, p. 110 ; MAFFESOLI, Michel, *La transfiguration du politique* [Op. Cit.], p. 156.

44 SOFSKY, Wolfgang, *Traité de la violence*, Gallimard, Coll. « Tel », 1998, 227 p.

45 SIMMEL, Georges, *Sociologie et épistémologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 1981, p. 116.

« manifestation de l'affirmation de soi »<sup>46</sup> peut se faire par la violence. Elle « [r]envoie à une attitude affirmative »<sup>47</sup> ceux qui en usent. Les communistes sont très affaiblis après les événements de mai 1958. Ils peinent de plus en plus à faire entendre leur opposition au gouvernement de Gaulle et trouvent dans la violence physique et symbolique un moyen d'expression « efficace ». Les gaullistes aussi sont en position de faiblesse. Certes, le gouvernement est désormais de leur côté, mais ils sont encore mal implantés dans la région. Soutenus indirectement par la population (qui soutien désormais de Gaulle), les partisans du Général n'en restent pas moins une force minoritaire dans un fief radical et socialiste. Eux aussi ont donc intérêt à faire preuve d'une certaine hardiesse pour persuader au plus vite le Midi toulousain à voter « oui » au référendum<sup>48</sup>.

Pour combler cette faiblesse, les armes peuvent offrir une capacité d'action exceptionnelle aux militants des deux bords. Hélène Frappat explique que ces « outils » permettent de

multiplier [leur] puissance. Ces armes ne sont pas seulement des objets matériels : leur diversité révèle plutôt l'amplitude de l'exercice de la violence, et sa complexité. L'arme est d'abord [un] moyen pour une fin : agresser, se défendre, menacer, tenir en respect. Qu'elle soit offensive ou défensive, elle nécessite un savoir-faire, mais aussi une intelligence tactique, de la ruse<sup>49</sup>.

Ainsi, l'arme est multifonctionnelle. Bien qu'elle puisse servir à cela, elle ne représente pas qu'un moyen de blesser. En effet, le militant n'en porte pas obligatoirement pour s'en servir (attaque ou défense). Il peut chercher à étaler sa force et dissuader son adversaire de l'affronter. Aux yeux de Sofsky, « elle est tout à la fois violence matérialisée et violence symbolique. Elle est démonstration de puissance et de force. Elle encourage son possesseur et intimide l'adversaire »<sup>50</sup>. Utiliser des armes rend donc les militants plus agressifs. Mais comme le souligne Sofsky, ce qui compte surtout pour eux, c'est qu'elles puissent les rendre plus menaçants face à leurs adversaires. Kafka illustre bien cette idée avec mépris :

L'agressivité n'est que de la poudre aux yeux, c'est une manœuvre, qui n'est habituellement destinée qu'à camoufler aux yeux du monde et à ses propres yeux, la faiblesse de celui qui y a recours. On ne fait réellement preuve d'énergie et de constance qu'en subissant. Seul le faible perd patience et devient grossier<sup>51</sup>.

L'intimidation ne fonctionne pas toujours. Entre juin et septembre 1958, les gaullistes et les communistes usent des mêmes artifices pour impressionner l'autre. L'emploi des mêmes méthodes peut dissuader les militants à agir, tout comme il peut au contraire les « exciter » un peu plus. Lorsque cela arrive, des militants sont capables d'échanger des coups de feu « pour se défendre », de tenter d'intimider voire d'essayer de tuer leurs adversaires et en arriver jusqu'au meurtre.

<sup>46</sup> MAFFESOLI, Michel, *Essais sur la violence* [Op. Cit.], p. 19.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 23.

<sup>48</sup> Par exemple, les gaullistes, aidés de parachutistes, ont attaqué le QG du PCF toulousain (rue Pargaminières). Témoignage de Robert Bergeaud, entendu le 23 janvier 2015 à son domicile toulousain.

<sup>49</sup> *La violence*, Textes choisis et présentés par Hélène Frappat, Flammarion, Coll. « Corpus », Paris, 2000, p. 218.

<sup>50</sup> SOFSKY, Wolfgang, *Traité de la violence* [...], p. 29.

<sup>51</sup> Citation de Kafka faite par Michel Maffesoli dans *Essais sur la violence* [Op. Cit.], p. 187.

### *Le phénomène de « bastions politiques »*

Depuis le début de cet article, nous ne traitons que du meurtre de Maurice Cathala, mais il faut adopter une vision plus large pour comprendre cet assassinat. La région est marquée durant la campagne référendaire par une violence encore inégalée sous la IV<sup>e</sup> République<sup>52</sup>. Les agressions sont parfois ponctuées de tentatives de meurtres par armes blanches, à feu ou par explosifs. Les affrontements les plus intenses ont lieu dans les zones où les gaullistes et les communistes sont les mieux implantés<sup>53</sup>, notamment les villes accueillant une (sous-)préfecture et celles où ils possèdent à la fois un électorat et une base militante importants (tels Lavelanet, Lavar, Auch, etc.). Des cités tenues par les communistes où se trouvent une poignée de militants gaullistes très actifs voient également des combats éclater entre les deux groupes. Ainsi, des communes rurales ariégeoises fortement influencées par les communistes voient des agressions et même des tentatives de meurtre entre (pro-)gaullistes et communistes<sup>54</sup>. Solidement installés, ils ont fait de ces lieux leurs *bastions*. Concept là aussi très important pour comprendre les motivations de ces agressions. Considérant ces zones comme leur pré carré, ils ne tolèrent pas la présence trop voyante d'un opposant. Par exemple, Pamiers, Lérans et Saint-Marcel sont des communes votant majoritairement pour le PCF. Les activités des partisans du Général y sont très mal vues par les militants d'extrême-gauche. Inversement, les tentatives communistes de réactiver leurs cellules ouvrières à Mazamet, Labruguière, Millau et Lavelanet provoquent la colère des gaullistes qui s'y sont péniblement installés. La réaction la plus violente est à Lavelanet, mais les autres villes sont aussi témoins de violents heurts, allant des agressions sans armes aux tentatives de meurtres<sup>55</sup>. Aucun conflit de cette intensité n'inclut les socialistes, les radicaux ou les démocrates-chrétiens. Leur culture politique ne

52 De 1947 à 1952, le Midi toulousain est marqué par une violence fréquente et banalisée, mais elle n'atteint pas un tel degré de dangerosité. Aucun meurtre n'eut lieu et l'on ne dénombre qu'un seul « attentat » (lancer de grenades sur Jacques Duclos et ses partisans à Auch en 1949). « Violences politiques entre RPF et PCF dans le Midi toulousain entre 1947-1953 : quels rôles pour le service d'ordre gaulliste ? », dans AUDIGIER, François (dir.), *Histoire des services d'ordre en France, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Riveneuve, Coll. « Violences et radicalités militantes », Paris, 2017, pp. 141-160.

53 LEFRANC, Pierre, *Avec qui vous savez*, Plon, 1979, 316 p. François Audigier a également étudié l'importance des « fiefs » et « bastions » tenus par un parti ou l'autre dans les affrontements qui opposaient gaullistes et communistes.

54 L'appartenance au gaullisme n'est pas toujours certifiée dans ces affaires, mais le soutien porté au général de Gaulle et à l'Algérie française est clairement établi, et les communistes ne distinguent pas les nationaux-gaullistes des authentiques militants gaullistes. Rien qu'en Ariège et pour le seul mois d'août, des coups de feu sont tirés à Besset entre gaullistes et communistes, des personnes âgées sont agressées à Castelnau par des communistes mécontents de voir leurs affiches lacérées, une famille de (pro-)gaullistes installée à Coutens lacère des affiches du PCF, circule dans les rues en hurlant « vive l'Algérie française » et provoque des bagarres, un homme tente d'abattre un militant communiste depuis la fenêtre de son salon à Coutens (la police suspecte un poujadiste mais les communistes accusent clairement par tracts qu'il s'agirait d'un gaulliste). Le mois suivant dans le même département, le militant gaulliste Barthes tente de poser une bombe dans un meeting tenu par Jacques Duclos tandis que des communistes passent à tabac à Saint-Marcel et laisse pour mort sur la chaussée le gaulliste Ordinas (sérieusement blessé, il s'en sort uniquement parce que ses agresseurs le croient mort...). Ce genre de situation se retrouve dans d'autres « fiefs » et « bastions » gaullistes et communistes de la région.

55 *Ibidem*. Les rapports de police sont nombreux. En voici quelques exemples. Archives départementales de l'Ariège (ADA) 325W296, Rapport des Renseignements Généraux n°374 le 20 août 1958, avec copie du prospectus « les partisans du "OUI" à l'œuvre », ADA 425W7, Rapports des Renseignements Généraux n°374 le 20 août 1958 et n°4186 le 3 octobre 1958, ADA 443W32, Note du 19 septembre 1958 avec tract joint, etc.

les y prédispose pas<sup>56</sup>. C'est pourquoi les combats dans des villes socialistes comme Muret et Saint-Gaudens ou radicales comme Cahors et Castelsarrasin ne concernent exclusivement que des gaullistes et des communistes<sup>57</sup>. Ainsi, dès le 13 mai, les républicains-sociaux lotois entrent en état d'alerte pour contre-venir à toute « tentative communiste », accroissant alors les tensions dans le département<sup>58</sup> ; l'appel de René Coty adressé au général de Gaulle le 29 mai inquiète les gaullistes. Convaincus d'une « subversion communiste »<sup>59</sup>, ils se mettent à patrouiller dans plusieurs localités de Tarn-et-Garonne, provoquant des échauffourées au passage ; des militants gaullistes surveillent des adhérents communistes, alors que ces derniers protègent leurs permanences de toute attaque<sup>60</sup> ; les bagarres quasi-quotidiennes (et souvent armées) dans la ville de Toulouse<sup>61</sup>, etc. L'objectif de ces affrontements est double : se faire entendre là où l'adversaire s'est retranché, et « "purifier" par une violence considérée comme légitime l'espace souillé par la présence de l'autre et permettre ainsi le retour à une géographie politique "normalisée" »<sup>62</sup>. Pour parvenir à cette fin, les belligérants usent de deux types de violence : la violence (dé)localisante et la violence autotélique. Selon l'essayiste allemand Reemtsma, « la violence autotélique vise la destruction de l'intégrité du corps »<sup>63</sup>. Les attentats correspondent le mieux à cette description, puisqu'ils cherchent à détruire des bâtiments et à éliminer des individus. Cependant, l'objectif des attentats entre gaullistes et communistes n'est pas de « tuer pour détruire ». En réalité, le but de ces actes est de chasser un « indésirable » de « son territoire ». C'est pourquoi les agressions, blessures, tentatives de meurtre et assassinat entrent dans la première catégorie : la violence (dé)localisante. Celle-ci

se situe donc nécessairement dans des contextes d'action qui visent autre chose que le corps auquel il est fait violence. [...] *Dans la violence délocalisante*, le corps est un obstacle qui doit disparaître. Comment, cela importe peu pour cette attaque contre le corps : il peut être poussé à l'écart ou tué [...]. La violence délocalisante vise à ce qu'un corps ne soit pas (plus) à un certain endroit [...]. La violence localisante est le genre de violence que nous identifions à la violence qu'on rencontre dans l'espace politique et (majoritairement) dans le domaine de la criminalité et de la lutte contre celle-ci<sup>64</sup>.

56 En revanche, une violence plus symbolique (injures, menaces) est pratiquée par une partie de ces militants lorsqu'ils sont opposés à la nouvelle constitution. Cette violence se manifeste avant tout à travers les articles de presse (*La Dépêche du Midi, Le Populaire, les bulletins internes*) et les meetings – rien que les Archives départementales de Tarn-et-Garonne (ADTG) renferment dans la cote 1125W1 de nombreux rapports sur les conférences antigauillistes tenues par Jean Baylet, grand responsable des radicaux dans le Sud-Ouest.

57 Nous n'incluons pas les poujadistes, qui affrontent physiquement à plusieurs reprises les communistes dans la région durant cette période mais pas les gaullistes. En revanche, il existe des meetings aux propos antigauillistes tenus par l'UDCA, tel la réunion publique et contradictoire tenue par Poujade en personne à Millau (Aveyron) le 20 juin.

58 Archives Départementales du Lot (ADL) 1193W72, Rapport trimestriel « mars-avril-mai 1958 » des Renseignements Généraux n°1457 le 3 juin 1958.

59 C'est l'auteur qui emploie ce terme, pas les sources. ADTG 1042W7, Télégramme du commissaire principal des Renseignements Généraux de Montauban aux Renseignements Généraux de Toulouse le 29 mai 1958 à 12h.

60 Bien que les rapports ne le mentionnent pas, le port d'armes à feu était réel et à ne pas sous-estimer dans ce genre de situation. ADTG 1042W7, Télégramme du commissaire principal des Renseignements Généraux de Montauban aux Renseignements Généraux de Toulouse le 30 mai 1958 à 19h.

61 AUDIGIER, François, *Une contribution à l'histoire du gaullisme militant de la IV<sup>ème</sup> et de la V<sup>ème</sup> République* [Op. Cit.], p. 297 et 303.

62 *Ibidem*, p. 46.

63 REEMSTMA, Jan Philipp, *Confiance et violence. Essai sur une configuration particulière de la modernité*, Gallimard, Coll. « Essais », Paris, 2011, p. 105.

64 C'est l'auteur qui souligne. *Ibidem*, p. 97.

En reprenant cette définition, nous pouvons déterminer que la violence est clairement (dé)localisante. L'objectif des adversaires est de repousser « l'autre » de son *bastion*, et les moyens employés dépendent du contexte, des (re)sentiments et des moyens à leur disposition au moment de la confrontation. Ainsi, lorsque Barthes veut faire exploser une bombe à Lavelanet, il ne déclare pas vouloir tuer mais « perturber » la réunion afin d'y mettre un terme<sup>65</sup>. Sa méthode répond à la définition de la violence délocalisante<sup>66</sup>, puisqu'il cherche à chasser par tous les moyens les communistes et Jacques Duclos d'un site pro-gaulliste. Le meurtre de Maurice Cathala répond également à une violence délocalisante : il est assassiné et ses « compagnons » blessés parce qu'ils militaient aux facultés des lettres et de droit de Toulouse, que le PCF perçoit comme sa chasse gardée<sup>67</sup>. Rien n'est plus insultant et « salissant » aux yeux de ces militants que de voir « l'ennemi », cet « autre » menaçant, empiéter sur « son » territoire. C'est pourquoi il apparaissait comme nécessaire aux militants communistes d'intervenir avec force pour chasser les militants de la Convention Républicaine.

L'affaire Cathala n'a pas fait de Maurice un martyr de la cause gaulliste, sa famille étant dès 1961 identifiée comme sympathisante OAS (René et Joseph Cathala défendent ardemment l'Algérie française). Toutefois, sa mort a profondément choquée dans les mois qui ont suivi la naissance de la V<sup>e</sup> République. Les Toulousains se sont rassemblés autour de la mémoire du jeune militant pour voter « oui » au référendum. Celle-ci est exploitée durant la campagne électorale de novembre par tous les candidats gaullistes de Haute-Garonne. René Cathala, frère aîné de la victime, parvient même à l'emporter en tenant un discours anticommuniste et en jouant sur le souvenir de son défunt frère<sup>68</sup>. En revanche, il faut reconnaître que ce n'est pas le cas des autres départements, qui restent peu (voire in)sensibles à l'affaire. Néanmoins, comme l'indique François Audigier dans son HDR, le

---

65 Les documents sur cette affaire ne manquent pas. Il suffit de consulter les cotes 325W296, 425W7 et 443W32 des Archives Départementales de l'Ariège.

66 Ce n'est pas le cas de tous les conflits de la région. Par exemple, les affrontements à Auch et Mazamet correspondent plutôt à une violence localisante. Villes radicales et socialistes, elles ont un petit noyau de militants gaullistes et communistes qui cherchent à maintenir leur position face à l'autre, voire à prendre du terrain au détriment de l'adversaire.

67 Les témoins interrogés (y compris J. Godfrain) considèrent la faculté des Lettres comme un bastion communiste. L'HDR de François Audigier va également dans ce sens. Néanmoins, il est important de préciser que l'UNEF connaît de fortes divisions en 1958 à Toulouse. Une partie de ses militants va se rallier au PSA (puis PSU), tels les frères Amalric dont l'un devient journaliste au *Monde* et l'autre professeur d'histoire moderne à l'université de Toulouse-le Mirail.

68 Dominant dès le premier tour (35% des voix), René Cathala écrase le socialiste Achille Auban et le communiste J. Boulet au second tour des législatives (56%). Un tel succès ne semble pas seulement être dû à la « vague gaulliste » de novembre 1958, qui n'est pas si importante que cela dans le Midi toulousain (Elle va seulement avoir de profondes conséquences dans le Tarn-et-Garonne où les deux sièges sont obtenus par les candidats gaullistes en 1958 mais perdus dès 1962. Pour en savoir plus, consulter la première partie du mémoire de Muller Bryan, *Le gaullisme midi-pyrénéen (1947-1958). Vivre et survivre dans le Midi toulousain*, Mémoire de Master 2 d'Histoire Moderne et Contemporaine dirigé par Philippe Foro et François Audigier et soutenu le 10 juin 2016). La presse souligne d'ailleurs son lien avec le défunt Maurice Cathala, comme pour signifier qu'elle l'avait aidé à l'emporter. Voir par exemple *Le Monde* le 2 décembre 1958.

meurtre de Maurice Cathala a marqué les esprits des militants gaullistes et contribué à la naissance d'un mouvement politique qui va profondément marqué la vie politique française des deux prochaines décennies : le SAC (Service d'Action Civique)<sup>69</sup>.

---

<sup>69</sup> AUDIGIER, François, *Une contribution à l'histoire du gaullisme militant de la IV<sup>ème</sup> et de la V<sup>ème</sup> République* [Op. Cit.], p. 305.